



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

TRENTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Gyeongju (République de Corée), 27 septembre – 1^{er} octobre 2010

Point 8 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION ASIE ET PACIFIQUE PENDANT L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009 ET SUITES DONNÉES AUX PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE LA VINGT-NEUVIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Table des matières

	Paragraphes
I. Introduction	1 - 3
II. Suites données aux recommandations de la vingt-neuvième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique	4 - 57
III. État d'avancement du programme de terrain de la FAO	58 - 70
IV. Résumé des autres activités importantes mises en œuvre dans la région	71 - 113

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

I. Introduction

1. Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAP) a suivi de près les mesures nécessaires à l'application des recommandations adoptées par la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique à sa vingt-neuvième session qui a eu lieu en mars 2009 à Bangkok (Thaïlande).
2. De nombreuses activités interdépendantes ont été engagées et menées à bien dans la région Asie-Pacifique dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural. En 2008-2009, 70 réunions techniques et consultations d'experts ont été organisées (3 222 participants), 69 cours de formation et visites d'études ont été mis en œuvre (1 974 stagiaires), 63 publications ont été produites par le Bureau régional, tandis que le personnel du Bureau régional de la FAO a consacré 96 mois de travail à des missions de terrain relatives aux activités normatives et 332 autres mois à des missions de soutien technique à des projets de terrain.
3. Le bilan complet des activités entreprises pendant l'exercice biennal ne saurait tenir dans un document de cette longueur, c'est pourquoi le rapport ne traite que des principales actions entreprises. La Partie II expose les suites données aux recommandations de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique prises à sa vingt-neuvième session tenue à Bangkok (Thaïlande) du 26 au 31 mars 2009. La Partie III porte sur l'état d'avancement du programme de terrain de la FAO, et plus particulièrement sur l'évolution rapide de la situation depuis 2005. La Partie IV fait brièvement le point d'autres activités importantes qui ont été mises en œuvre dans la région, mais ne sont pas couvertes dans la Partie II, notamment les problèmes émergents et les interventions qui s'y rapportent.

II. Suites données aux recommandations de la vingt-neuvième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

4. On trouvera ci-après un bref résumé des mesures prises par l'Organisation pour donner suite aux recommandations formulées par la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique à sa vingt-neuvième session:

Présenter un cadre régional de priorités en vue de son examen à la prochaine Conférence régionale et un rapport sur la restructuration et le renforcement du Bureau régional visant à répondre à ces priorités.

5. Immédiatement après la vingt-neuvième session de la Conférence régionale, RAP a entrepris une série de consultations avec les pays membres et les parties prenantes pour l'examen et la mise au point du projet de cadre régional de priorités pour le Bureau qui vise à traduire le Cadre stratégique de l'Organisation en interventions régionales fondées sur une approche axée sur les résultats. Le projet a été examiné à la huitième réunion des Ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest (Nioué, mai 2009), de la Conférence régionale ANASE-FAO sur la sécurité alimentaire (Thaïlande, mai 2009) et de la réunion ASACR-FAO sur le cadre régional de priorités (Bhoutan, juillet 2009). Une nouvelle consultation avec les partenaires du développement, les donateurs et les organisations internationales a eu lieu à la fin de 2009, avant la mise au point finale du cadre régional de priorités, qui sera présenté à la Conférence régionale, à sa trentième session, pour examen et approbation.

6. RAP a par ailleurs formulé différentes propositions de restructuration du Bureau régional, comme demandé par les pays membres d'Asie et du Pacifique, l'objectif étant de renforcer les capacités du RAP afin qu'il puisse donner suite plus rapidement et efficacement aux besoins des pays membres en favorisant la décentralisation et les démarches pluridisciplinaires. Les propositions ont été approuvées par la haute direction et la restructuration de RAP est donc en voie d'exécution.

Renforcement des liens entre les commissions techniques régionales et la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique)

7. Cette recommandation doit être portée à l'attention des cinq commissions techniques régionales (protection des végétaux, statistiques agricoles, pêches, forêts et production et santé animales) à leurs prochaines sessions afin que leurs membres puissent étudier des formules et des moyens pour renforcer les liens entre ces commissions et la Conférence régionale. Des informations plus détaillées sur ces travaux seront communiquées au titre du point 8 de l'ordre du jour de la trentième session de la Conférence régionale.

Aider les pays membres à formuler et mettre en œuvre des stratégies pratiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

8. La FAO s'est employée à formuler des stratégies et cadres nationaux et régionaux pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets; la mise au point, l'identification et la diffusion de technologies pratiques; le renforcement des capacités dans les pays membres; et la participation à des manifestations nationales, régionales et internationales afin d'apporter des avis à ses partenaires sur les politiques et approches agricoles efficaces dans le contexte de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets. Plusieurs projets – concernant divers aspects: eau, cultures, lutte intégrée contre les ennemis des cultures, bioénergie, élevage, pêches et forêts – sont en cours d'exécution au Bangladesh, en Chine, au Népal, aux Philippines et en République démocratique populaire lao. De nouvelles initiatives comprenant des études, une assistance technique et des projets, sont en préparation au Cambodge, au Myanmar, en Thaïlande et dans la sous-région du Grand Mékong.

9. Un symposium sur le changement climatique et la sécurité alimentaire en Asie du Sud a été organisé à Dhaka (Bangladesh) en août 2008. Il a permis d'identifier les opportunités et les principales lacunes au niveau des connaissances, de formuler des recommandations et d'adopter un cadre régional sur l'adaptation et l'atténuation du risque climatique pour l'agriculture de la région. Une déclaration a été publiée.

10. La FAO a mené à bien une étude sur l'incidence du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le Pacifique montrant que la sécurité alimentaire doit être intégrée d'urgence dans les politiques, stratégies et programmes d'adaptation, notamment au profit des groupes les plus vulnérables.

Continuer à fournir un appui aux pays membres pour la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts, notamment de mesures liées à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

11. Suite à une recommandation formulée par la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique à sa vingt-deuxième session, la FAO a fait le bilan des activités et initiatives conduites dans la région en matière de gouvernance et d'application des lois dans le domaine forestier. L'initiative FLEG, relative à ces questions, a pour objet d'améliorer la gouvernance du secteur forestier et de contribuer au renforcement des capacités, à la lutte contre la pauvreté et à la gestion durable des ressources forestières au moyen d'ateliers, d'un appui technique et de publications.

12. La FAO s'emploie à promouvoir activement la remise en état et la réhabilitation des forêts dans la région. Des résultats particulièrement bons sont obtenus dans le cadre du soutien apporté à la régénération naturelle assistée qui permet de restaurer et de développer la productivité des forêts, la diversité biologique, les processus écologiques et les moyens de subsistance, dans le droit-fil des principes écologiques de succession forestière secondaire. L'aide apportée à ce titre a pris diverses formes: un projet PCT, des ateliers, des publications, des actions de sensibilité et des formations.

13. Plus de 750 participants de 57 pays se sont retrouvés à l'occasion de la Semaine Asie-Pacifique de la forêt qui avait fait l'objet d'une promotion soutenue. Trente manifestations, dont quatre séances plénières, ont été organisées par la FAO et les organisations partenaires; elles ont permis aux différents acteurs et gestionnaires forestiers de partager leurs points de vue et de rechercher des solutions aux grands défis auxquels les forêts et la foresterie sont aujourd'hui confrontées dans la région Asie-Pacifique.

14. La deuxième édition des *Perspectives du secteur forestier en Asie et dans le Pacifique* est une vaste étude qui vise à faire le point de la situation et des tendances dans le secteur forestier, et à mettre en lumière les questions qui façonneront l'avenir de la foresterie dans la région. Des rapports sur les perspectives nationales ont été préparés pour 28 pays et 20 rapports thématiques ont été achevés.

15. La FAO apporte son assistance aux programmes forestiers nationaux de treize pays au moyen du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux (NFPF) afin de renforcer les capacités de tous niveaux, notamment en vue de la foresterie communautaire et participative, et de mettre à jour les politiques forestières nationales.

16. Avec la collaboration du PNUD et du PNUE, la FAO a lancé en juillet 2009 le « Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD) ». Ce programme fournit un appui technique et financier aux activités de préparation REDD+ engagées par les pays, et soutient actuellement des opérations dans neuf pays pilotes de la région Asie-Pacifique, dont l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet Nam. Le programme FAO sur les forêts et le changement climatique a élaboré deux séries de lignes directrices sur les forêts et le changement climatique, et aide les pays membres à intégrer les questions liées à l'évolution du climat dans la gestion des forêts et les politiques forestières. Un soutien est apporté aux pays dans le cadre d'un projet PCT pour rattacher les communautés aux marchés volontaires du carbone forestier. Le projet est axé sur cinq pays d'Asie du Sud-Est: Cambodge, Indonésie, Philippines, République démocratique populaire lao et Thaïlande.

17. Environ 200 personnes de 29 pays ont participé aux travaux de la Commission internationale du peuplier, réunie pour sa vingt-troisième session à Beijing (Chine), du 26 au 30 octobre 2008, et accueillie par l'Administration d'État des forêts, la Société chinoise des forêts, l'Université de la forêt de Beijing et l'Académie chinoise de sylviculture, sur le thème « Contribution du peuplier et du saule au bien-être des populations ».

18. Un atelier régional, conjointement organisé par la FAO, The Nature Conservancy et l'Administration d'État des forêts, a eu lieu à Xishuangbanna (Chine) en mars 2009 sur le thème « Gestion communautaire des incendies de forêts en Asie du Nord-Est ».

19. La FAO a organisé un atelier régional, appuyé par l'Association des institutions de recherche forestière de l'Asie-Pacifique (APAFRI) et consacré aux « Besoins et initiatives en matière de gestion des incendies dans la région d'Asie du Sud-Est » qui a eu lieu en novembre 2008 à Pekanbaru (Indonésie). Chaque pays a élaboré un cadre logique pour les actions futures de gestion des feux sur la base des Directives volontaires concernant la lutte contre les incendies, les évaluations des besoins et les échanges d'informations entre les pays et les organisations.

20. Elle a également organisé un autre atelier régional soutenu par l'APAFRI sur le thème « Vers une gestion durable des forêts plantées » qui s'est tenu en janvier 2008 à Chiang Mai (Thaïlande). Vingt-neuf participants relevant d'organismes divers de Chine, de République démocratique populaire lao, de Thaïlande et du Viet Nam ont préparé des cadres logiques et des programmes d'action pour l'application des Directives volontaires pour une gestion responsable des forêts plantées dans leurs pays respectifs.

21. Au total, le Fonds pour l'environnement mondial a approuvé 6 millions d'USD pour les Fidji, Nioué, le Samoa et Vanuatu au profit du projet de conservation des forêts et de gestion des aires protégées qui est exécuté dans le cadre de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir durable, et comprend des volets nationaux et régionaux de promotion de la préservation de la biodiversité. La FAO fournit aux pays insulaires océaniques membres des avis et des informations techniques et travaille à la finalisation du dossier de projet.

22. Une aide a été apportée au Samoa et aux Tonga pour la mise à jour des données et des informations sur les ressources arbustives et forestières. Un projet de politique forestière nationale a été préparé pour les Tonga afin d'améliorer la gestion durable de ces ressources.

23. Dans le cadre d'un projet de fonds fiduciaire avec le Japon, une lettre d'accord a été signée avec le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) afin de renforcer la collaboration régionale entre les pays insulaires océaniques pour le suivi, l'évaluation et la communication dans le domaine des forêts. Au nombre des objectifs spécifiques figurent la constitution d'un réseau océanique et la formulation d'un plan-cadre à long terme en vue de la gestion durable des ressources forestières et arbustives.

Aider à promouvoir des systèmes pratiques d'assurance des récoltes et des dispositifs de protection sociale, visant en particulier les petits agriculteurs

24. La FAO a engagé une étude régionale sur l'incidence de la crise financière et des interventions macroéconomiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire qui est réalisée dans neuf pays d'Asie dans le but d'évaluer les choix de politiques, de répondre aux problèmes urgents comme aux questions structurelles et aux choix d'investissement à long terme, plus particulièrement la mise en place de systèmes de protection sociale au profit des petits exploitants agricoles et des consommateurs pauvres.¹

25. Une proposition de financement a été présentée au Fonds régional du PCT en vue de la réalisation d'une étude sur les programmes d'assurance agricole dans la région, dont le lancement est prévu en 2010.

Continuer à évaluer les opportunités et les risques liés au développement des bioénergies et à fournir aux pays membres des informations rationnelles et équilibrées, des avis sur les politiques et un appui technique

26. Dans le cadre d'un partenariat entre la BAD, la FAO et le FIDA, un projet PCT visant la mise au point de politiques bioénergétiques avisées favorisant le développement rural et la lutte contre la pauvreté est en cours d'exécution dans la sous-région du Grand Mékong; il permettra de préciser la situation du secteur et d'identifier les pratiques donnant les meilleurs résultats.

¹ Voir APRC/10/3. Expériences et enseignements politiques tirés du traitement de la crise alimentaire et financière mondiale dans la région.

27. La FAO a demandé la réalisation d'une évaluation rapide des possibilités et des obstacles au développement des bioénergies dans les 14 pays insulaires océaniques. Elle permettra d'évaluer les biocarburants à base de manioc et de noix de coco, les deux cultures principalement utilisées pour la production de biocarburants dans la région, ainsi que d'autres sources bioénergétiques afin d'apprécier l'impact potentiel de cette production sur la sécurité alimentaire. Une étude de faisabilité sur les cultures susceptibles de se prêter à cette production a été réalisée en collaboration avec la compagnie d'électricité du pays, Samoa Electric Power Corporation (EPC).

28. Le projet FAO sur la bioénergie et la sécurité alimentaire, qui a pour objet de renforcer la capacité des pays en développement à limiter l'impact des bioénergies sur la sécurité alimentaire, a sélectionné la Thaïlande, qui sera donc l'un des trois pays où ce projet mondial sera exécuté; des études et des analyses ont été engagées sur les interactions entre disponibilité des terres, potentiel de production bioénergétique, développement rural et sécurité alimentaire afin d'évaluer les différentes filières bioénergétiques.

Appuyer le développement de cadres réglementaires et de politiques de gestion des pêches, fournir une assistance technique pour assurer la traçabilité, de plus en plus exigée sur les marchés internationaux, et appuyer le développement durable de l'aquaculture

29. Six ateliers ont été organisés pour améliorer la capacité des pays membres à s'atteler aux grands problèmes liés à la pêche et à l'aquaculture, y compris en appliquant les recommandations sur l'adoption d'une approche écosystémique de la gestion des pêches (une réorientation radicale des politiques précédemment dirigées sur la production et désormais axées sur les avantages), sur les pratiques et politiques permettant de préserver au mieux les moyens de subsistance des communautés côtières, sur l'évaluation des stocks halieutiques et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

30. Une aide a été apportée aux pays membres et aux organisations régionales des pêches pour promouvoir les initiatives régionales visant une gestion plus efficace des pêches à l'occasion des réunions de la Commission des pêches pour l'Asie et le Pacifique et par le biais de ses publications. Les politiques et plans d'action concernant les grands problèmes de la région ont été examinés, notamment l'application du Code de conduite pour une pêche responsable et du Plan d'action international visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, ainsi que les possibilités en matière de certification.

31. Dans le cadre d'un projet PCT, quatre pays d'Asie entreprennent des essais en exploitation pour réduire leur dépendance à l'égard de l'emploi de poisson de rebut ou de moindre valeur comme aliment pour l'élevage de poissons marins. Les données préliminaires sont prometteuses, et le projet devrait notablement contribuer à la protection des ressources halieutiques marines et améliorer les moyens de subsistance des intervenants du secteur.

32. Un projet de fonds fiduciaire de cinq ans, qui est financé par l'Espagne et porte sur les priorités régionales et nationales d'amélioration des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs d'Asie du Sud-Est, a débuté en septembre 2009.

33. Le projet de fonds fiduciaire du FEM pour la gestion durable du grand écosystème marin de la Baie du Bengale est entré en phase opérationnelle en avril 2009. Pendant ses cinq années d'activité, il appuiera l'élaboration d'un programme d'action stratégique dont la mise en œuvre améliorera la sécurité alimentaire des communautés côtières des huit pays de la Baie du Bengale.

34. La FAO a appuyé la mise à jour des profils de pays sur les pêches pour les 14 pays insulaires océaniques pendant la période 2009-2010. Ces profils seront disponibles sur le site web de la FAO et sur support imprimé.

35. Une assistance technique a été fournie aux Îles Cook et aux États fédérés de Micronésie afin de recommander des mesures plus efficaces pour le développement de l'aquaculture, assurer son impact et sa viabilité. Une étude a été menée à bien et un atelier national a été organisé sur l'évaluation des risques liés au développement aquacole aux Îles Marshall.

36. La FAO a prêté son concours en vue de la formulation de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée aux Îles Marshall et à Nauru, en se fondant sur les méthodes définies dans le Plan d'action international de même nom. Une étude a été entreprise sur les risques d'impact sur l'environnement de l'élevage de chanidés à Nauru et la voie à suivre pour son rétablissement. La FAO a également aidé Palau à élaborer une loi relative à la participation des acteurs de la filière à la gouvernance et à la gestion des pêcheries.

Procéder à la mise en place d'unités de soutien régionales relevant du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières qui consisteraient en centres de laboratoires de référence et d'épidémiologie de nature à aider les pays, en particulier lors des situations d'urgence dues à des maladies.

37. Le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) a poursuivi son action de prévention et de lutte dans la région, notamment contre la grippe aviaire H5N1. Trois réunions sous-régionales sur le Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières ont été organisées pour l'ASACR, la Communauté du Pacifique et l'ANASE, conjointement avec l'OIE, afin d'étudier la mise en place d'unités régionales de soutien. Ce processus a abouti à la réunion, à Tokyo en juillet 2009, d'un comité régional de pilotage chargé d'étudier les recommandations formulées par les trois groupes sous-régionaux et de discuter des mécanismes de coordination pour renforcer les plans de surveillance et de préparation.

Aider les États Membres à mettre en place des cadres politiques et stratégiques intégrés pour faire face à la pénurie d'eau

38. Un jeu complet d'instruments d'assistance technique et politique est en cours d'élaboration, dans le cadre d'un projet régional du Fonds fiduciaire, afin de promouvoir une utilisation durable des ressources en eau dans le secteur agricole.

39. L'objet sera de renforcer les stratégies et programmes mis en place pour faire face à la pénurie d'eau ainsi que les capacités requises pour améliorer la productivité et l'efficacité de l'eau dans la région, au moyen d'un appui technique, d'activités de renforcement des capacités, d'actions de sensibilisation et de la mobilisation de fonds extrabudgétaires.

Renforcer son programme régional de modernisation de l'irrigation

40. Un projet PCT visant à aider cinq pays asiatiques à adopter et appliquer des concepts et des technologies de modernisation de l'irrigation est en cours d'élaboration.

41. Une centaine d'experts de l'Inde, de la Malaisie et du Népal seront formés aux méthodes de modernisation des systèmes d'irrigation et à leur gestion.

42. Une aide sera apportée aux pays de la région dont la production agricole est gravement freinée par le manque d'eau pour renforcer les capacités en vue d'améliorer la productivité de l'eau dans l'agriculture.

Faciliter l'établissement de réseaux régionaux d'experts en matière de gestion de l'eau et d'approches pour faire face à la pénurie d'eau

43. Des projets sont prévus ou en cours pour définir, mettre en place et renforcer le soutien apporté aux décideurs, aux gestionnaires et aux praticiens dans les pays membres en vue d'une meilleure utilisation et gestion de l'eau en agriculture.

Continuer à promouvoir les entreprises agro-industrielles et les chaînes de valeur dont les petits exploitants et les petites entreprises agroalimentaires peuvent tirer des avantages en aidant les États Membres à améliorer leurs services au secteur agro-industriel, en encourageant des pratiques ajoutant de la valeur à la production des petits exploitants et en aidant ces derniers à réagir à l'évolution des marchés et des exigences des consommateurs

44. Une Conférence conjointe FAO-CE sur la qualité des produits alimentaires liée à l'origine géographique en Asie s'est tenue à Bangkok pour promouvoir les chaînes de commercialisation de produits agroalimentaires dont les petits exploitants agricoles peuvent tirer des avantages.

45. Des études de cas ont été réalisées dans 11 pays d'Asie afin de mieux comprendre comment les petits agriculteurs peuvent s'associer pour faire face à l'évolution des marchés et des exigences des consommateurs. Elles seront publiées en 2010.

46. Des ateliers nationaux sur les réglementations, les normes et la certification des exportations agricoles ont été organisés au Bhoutan, au Myanmar et en République démocratique populaire lao. Un manuel régional du formateur a été produit à l'intention des producteurs et exportateurs d'Asie.

47. Avec la coopération du FIDA, du gouvernement populaire de la province du Shaanxi et de l'ONUDI, la FAO a planifié et organisé le Forum régional pour l'agro-industrie en Asie et dans le Pacifique qui s'est tenu en novembre 2009 à Yangling (Chine) avec la participation de 110 personnes de 25 pays d'Asie et du Pacifique. Le Forum visait à promouvoir le dialogue entre les représentants du secteur privé, des pouvoirs publics et de la société civile sur le développement d'agro-industries compétitives où les petits exploitants joueraient pleinement leur rôle.

48. Deux stages de formation des formateurs ont été organisés au profit de six pays d'Asie et un manuel de formation des formateurs a été publié sur la gestion de la chaîne horticole et l'amélioration de la manutention pour assurer la sécurité sanitaire des denrées, préserver leur qualité et réduire les pertes.

49. Une programme de formation des formateurs sur les bonnes pratiques de traitement de l'eau de coco a été dispensé à l'intention des petits exploitants et transformateurs de quatre pays d'Asie afin de leur donner les bases nécessaires pour l'application de techniques simples et rémunératrices.

50. Dans le cadre du *Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles* (2007-2011), la FAO apporte son aide à divers intervenants du Pacifique en vue de la formulation et/ou de l'application de stratégies de développement durable des produits. Au titre de ce programme de travail, une stratégie de développement du secteur des fruits et légumes (2009-2014) a été mise au point pour le Samoa en collaboration avec le Centre du commerce international; une réunion régionale d'experts a été organisée aux Îles Fidji pour étudier les freins institutionnels empêchant les groupements d'agriculteurs d'intervenir sur les marchés; une formation sur la gestion des entreprises agro-alimentaires et la valeur ajoutée a permis de renforcer les capacités des groupements d'agriculteurs du Samoa, des Îles Salomon et de Vanuatu en vue de l'élaboration d'une stratégie sectorielle de développement; enfin, une table ronde a été organisée au Samoa pour évaluer les obstacles et les besoins financiers des acteurs du secteur des fruits et légumes.

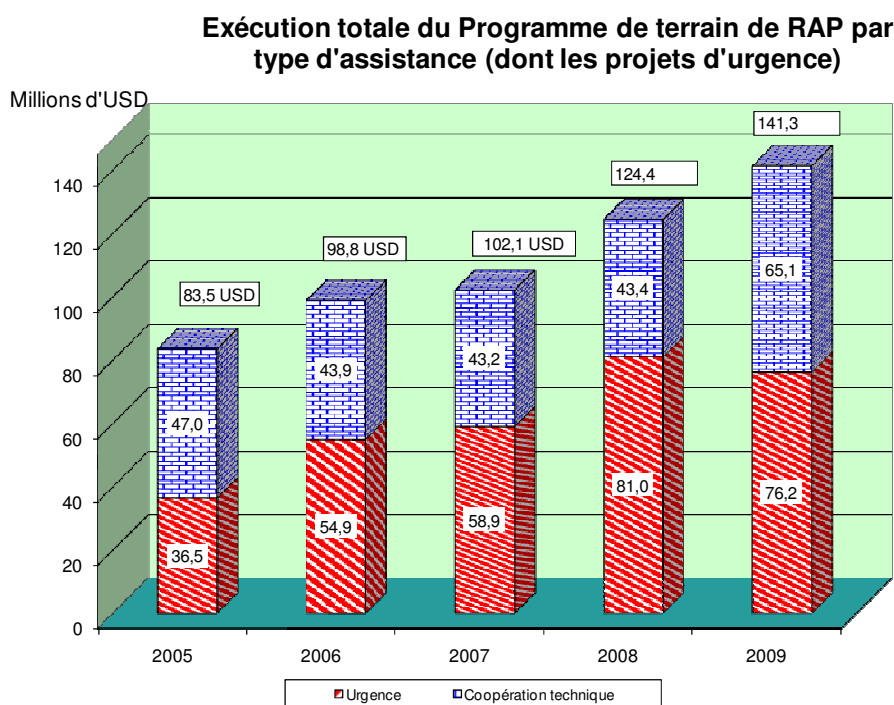
51. La FAO et l'OMS ont conjointement dispensé un cours de formation sur l'inspection et la certification des aliments fondées sur l'analyse des risques qui s'est tenu à Wellington (Nouvelle-Zélande) en novembre et décembre 2009 avec la participation de représentants de 11 pays insulaires océaniques.
52. La deuxième réunion du groupe d'experts sur la législation relative à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments dans le Pacifique a eu lieu en novembre 2008; elle a permis d'échanger des ressources et des informations sur le Codex et de renforcer les capacités en vue de la définition de normes alimentaires communes et de mesures d'application semblables dans l'ensemble du Pacifique.
53. Un atelier régional a été organisé avec la collaboration de l'OMS, de la CPS, de l'UNICEF et de l'IICA sur le thème « Nutrition, alimentation et mode de vie – développer l'action menée dans le Pacifique ».
54. Un appui a été apporté à l'Institut de recherche et de développement du Samoa (RDIS) afin de renforcer les capacités de recherche après récolte et d'améliorer la durée de conservation et la qualité du fruit à pain et de la papaye produits au Samoa.
55. La FAO a apporté une assistance technique aux Îles Fidji pour étudier le système d'inspection des aliments et déterminer les aspects à renforcer/modifier.
56. Une étude de cas sur les politiques de sécurité alimentaire intégrée, couvrant les questions de sécurité sanitaire des aliments, de nutrition et d'agriculture, a été réalisée aux Îles Salomon.
57. La FAO a organisé des missions de terrain au titre du Cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire pendant la crise liée à la mélanine et a apporté une assistance à la République démocratique populaire lao et au Viet Nam.

III. État d'avancement du programme de terrain de la FAO

Aperçu général

58. Dans la région, le programme de terrain est exécuté au profit de vingt pays d'Asie² et de 14 pays du Pacifique³. En 2009, la valeur des projets de développement à long terme et des projets d'urgence exécutés dans la région s'élevait au total à 141,3 millions d'USD, soit une augmentation de 14 pour cent par rapport à 2008 où ce chiffre s'établissait à 124,4 millions d'USD. À la fin de 2009, 236 projets de développement à long terme⁴ et 248 projets d'urgence étaient en cours d'exécution (484 projets).

Diagramme 1



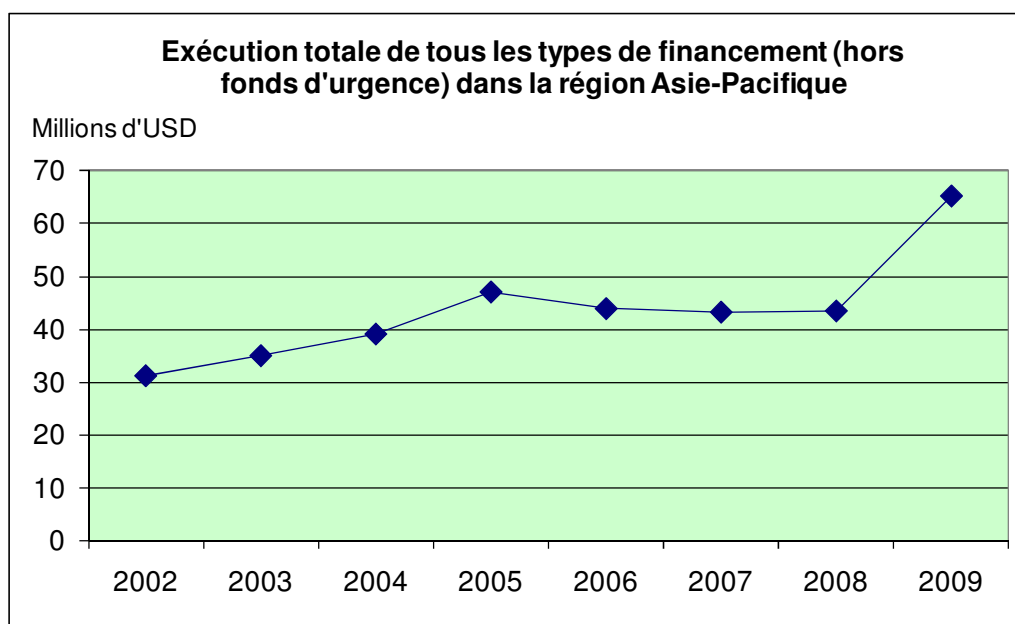
² Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste et Viet Nam.

³ États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Îles Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

⁴ Les projets de développement à long terme comprennent les projets relevant du Fonds fiduciaire, du Fonds fiduciaire unilatéral, du Programme de coopération technique (PCT) et les autres projets non liés aux urgences.

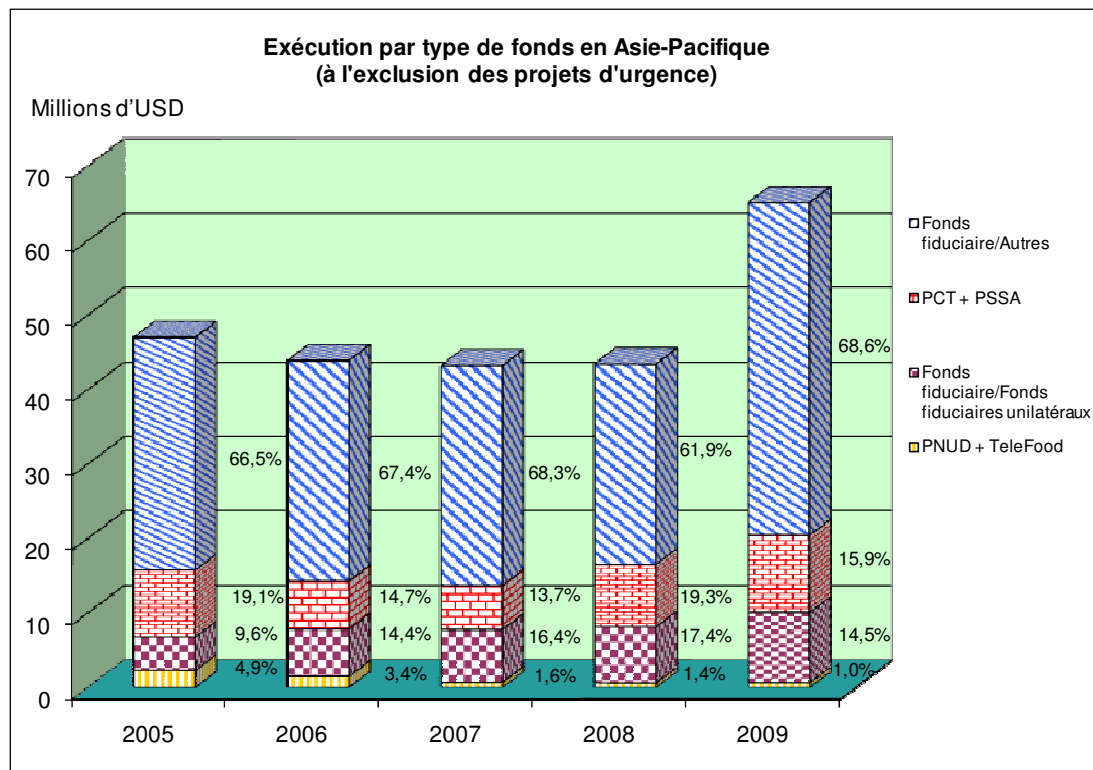
59. On note une forte augmentation de l'exécution des projets de développement à long terme qui s'est accrue de 51 pour cent, passant de 43,4 millions d'USD en 2008 à 65,1 millions d'USD en 2009. De fait, l'exécution de ces projets a plus que doublé depuis 2002. L'exécution des projets d'urgence a elle aussi affiché un accroissement régulier, pour dépasser en volume celle des projets de développement depuis 2006. Les tendances de l'aide d'urgence devraient se poursuivre. Le graphique 1 ci-dessus met en évidence l'exécution annuelle totale des deux types de projets depuis 2005. En 2009, l'exécution totale des projets de développement à long terme pour la région s'établissait à 65,1 millions d'USD. On constate une augmentation de 109 pour cent et de 51 pour cent par rapport aux niveaux de 2002 (31,2 millions d'USD) et de 2008 (43,2 millions d'USD) respectivement, comme le montre le graphique 1 ci-dessous.

Graphique 1



60. Le diagramme 2 ci-après illustre l'exécution totale des projets de développement à long terme dans la région (hors projets d'urgence) entre 2005 et 2009 et le type de financement concerné chaque année. Les fonds fiduciaires du programme de coopération FAO/gouvernements et les autres fonds fiduciaires représentaient environ 85 pour cent de l'exécution totale en 2009. Cette répartition est quasiment analogue à celle des années précédentes. En 2009, l'exécution des projets dans la région a atteint 8,6 millions d'USD, soit un peu moins que celle de 2008 qui s'établissait à 9,2 millions d'USD.

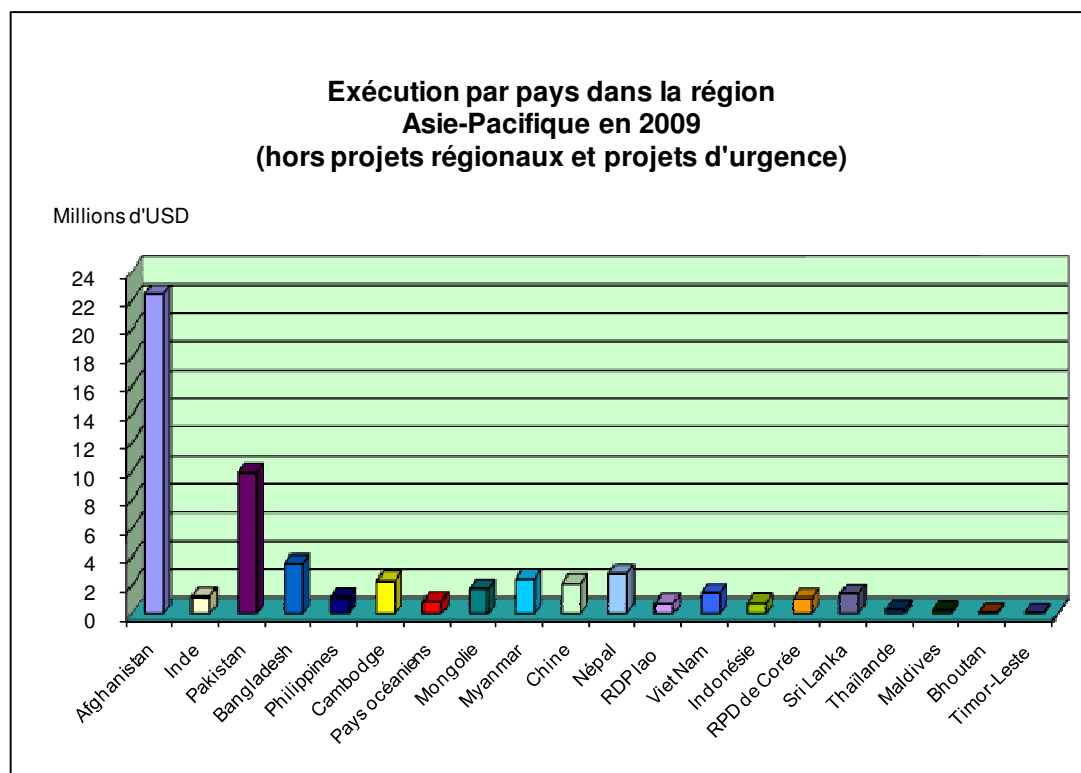
Diagramme 2



61. Le diagramme 3 ci-dessous illustre l'exécution par pays, hors projets d'urgence et projets régionaux.⁵ L'exécution en Afghanistan a quasiment doublé entre 2009 et 2008. Elle a également augmenté par rapport au niveau de 2008 dans les pays suivants: Bangladesh, Chine, Mongolie, Népal, Pakistan et République populaire démocratique de Corée. Pour le Pakistan, l'exécution a atteint 10 millions d'USD en 2009, soit un triplement par rapport à son niveau de 2008. Les tendances pour les projets de coopération technique sont très encourageantes, et reflètent le soutien des bailleurs de fonds à la mise en œuvre d'activités visant à améliorer la sécurité alimentaire dans la région. On constate par ailleurs une concentration accrue de l'exécution dans des pays spécifiques, notamment l'Afghanistan et le Pakistan, où l'instabilité politique et les problèmes de sécurité actuels constituent un risque pour la pérennité du programme de terrain de la FAO dans la région.

⁵ L'exécution des projets de terrain pour l'année 2009 a atteint son plus haut niveau en Afghanistan avec 22,8 millions d'USD, suivi par le Pakistan avec 8,8 millions d'USD; les projets régionaux: 8,7 millions d'USD; le Bangladesh: 3,6 millions d'USD; le Népal: 2,9 millions d'USD; le Myanmar: 2,5 millions d'USD; le Cambodge: 2,4 millions d'USD; la Chine: 2,2 millions d'USD; la Mongolie: 1,9 million d'USD; le Viet Nam: 1,5 million d'USD; le Sri Lanka: 1,3 million d'USD; l'Inde: 1,3 million d'USD; les Philippines: 1,2 million d'USD; la République populaire démocratique de Corée: 1 million d'USD; etc. L'exécution annuelle des projets pour l'Afghanistan et le Pakistan représente à elle seule quasiment 50 pour cent de l'exécution annuelle totale dans cette région.

Diagramme 3



62. Le financement des projets de coopération technique non liés aux secours d'urgence mis en œuvre dans la région Asie et Pacifique en 2009 provenait du Programme de coopération FAO/gouvernements qui représentait 70 pour cent de l'exécution des projets en 2009. Les projets réalisés au titre des fonds fiduciaires unilatéraux financés par les États membres sur leurs fonds propres ou sur les prêts d'investissement étrangers représentaient 15 pour cent de l'exécution, tandis que les 15 pour cent restants provenaient notamment du Programme de coopération technique et du Programme spécial pour la sécurité alimentaire.

63. Les bailleurs de fonds qui ont principalement contribué au Programme de coopération FAO/gouvernements pour la région Asie-Pacifique en 2009 sont la Commission européenne, suivie par le Japon, l'Italie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni, le FIDA, la Nouvelle-Zélande, la BASD, et d'autres encore. L'Espagne est récemment devenue un important donateur du programme de terrain, notamment le Fonds PNUD/Espagne pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et les projets régionaux du Fonds fiduciaire de la FAO. Le budget total approuvé pour les projets financés par l'Espagne s'établit à 23,64 millions d'USD. Au nombre des nouveaux donateurs figurent le Canada (Sri Lanka) et le Luxembourg (Afghanistan). La Finlande a relancé sa collaboration multilatérale avec la FAO en finançant au Népal un projet forestier d'une valeur de 3,3 millions d'USD.

64. En 2009, on dénombrait au total 17 programmes conjoints approuvés avec les Nations Unies, soit une valeur de 8,99 millions d'USD, réalisés dans le domaine des moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire, du développement rural, etc. Compte tenu de l'extension de l'initiative « Unis dans l'action » au Bhoutan, à Kiribati et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en plus des projets pilotes actuellement menés au Pakistan et au Viet Nam, une somme de 13,25 millions d'USD a été réservée pour la région en 2009-2010. Les projets financés au titre du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS), qui est financé par

le Japon, ont rapidement augmenté et sont désormais mis en œuvre au Myanmar, aux Philippines, en Thaïlande et d'autres pays dans le cadre des programmes conjoints avec les Nations Unies. En outre, il serait bon de développer les démarches engagées pour exploiter les ressources du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ce qui exigerait le soutien des pays membres.

65. Les fonds alloués au PCT pour l'exercice biennal 2008-2009 s'élevaient à 34,89 millions d'USD, 113 nouveaux projets dans la région ayant été approuvés, et l'exécution totale des projets du PCT en 2009 s'élevait à 18,53 millions d'USD (y compris les projets d'urgence et les projets de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires). Vingt-deux projets du PCT ont été approuvés au titre de cette Initiative durant l'exercice biennal 2008-2009, soit un budget total de 9,15 millions d'USD.

66. L'exécution du programme de terrain en 2010 et durant les années suivantes se présente sous d'excellents auspices. Selon les estimations actuelles, son exécution dans la région Asie-Pacifique en 2010 représente plus de 70 millions d'USD (pour les seuls projets de coopération technique, hors projets d'urgence). Selon les estimations, l'exécution pour la seule Sous-Division régionale des opérations est de l'ordre de 12 millions d'USD en 2010 année.

67. De nouvelles possibilités continueront de se présenter pour établir des fonds fiduciaires unilatéraux, notamment dans les pays à revenu intermédiaire et ailleurs. La collaboration avec les donateurs multilatéraux tels que le Fonds commun pour les produits de base, le FIDA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la Banque asiatique de développement, devrait se développer. Compte tenu de l'expansion de l'initiative « Unis dans l'action », de nouvelles possibilités se présenteront pour développer le programme de terrain. Les programmes conjoints des Nations Unies à l'appui des Objectifs du Millénaire pour le développement (sécurité alimentaire, nutrition et emploi; parité hommes-femmes; santé de l'enfant; et viabilité environnementale) devraient se développer. Les programmes UN-REDD, le FEM et le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine offriront à la FAO d'autres occasions d'intervenir.

Promotion des investissements

68. Le Centre d'investissement de la FAO a continué de fournir un soutien massif à la région en aidant les gouvernements à planifier les investissements, élaborer des stratégies d'investissement, mettre au point des projets et programmes d'investissement et en évaluer les impacts et résultats. Les travaux réalisés avant et durant 2008-2009 ont permis d'approuver au total plus de 2 milliards d'USD d'investissement au profit du secteur agricole et rural de la région. Soixante-dix pour cent de cette somme (1,4 milliard d'USD) seront alloués à 16 pays et à deux programmes régionaux sous formes de prêts, de dons et de crédits de la part du Groupe de la Banque mondiale, du FIDA, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de l'Union européenne (UE) et des bailleurs de fonds bilatéraux.

69. Les opérations d'investissement approuvées favoriseront la protection environnementale de fragiles habitats côtiers, l'amélioration de l'irrigation, la gestion et l'administration des terres, la croissance du secteur de l'agriculture et de l'élevage, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, la viabilité des moyens de subsistance et la lutte contre la grippe aviaire. Le Bangladesh a reçu un appui accru au moyen de quatre projets destinés à restaurer les moyens de subsistance après la survenue des cyclones et des inondations, tandis qu'une aide d'urgence a été fournie à l'Afghanistan pour la remise en état des réseaux d'irrigation.

70. En 2008-2009, le Centre d'investissement de la FAO a réalisé 467 missions dans la région et facilité la préparation de 30 opérations avec les partenaires financiers. Ces activités visaient à renforcer les capacités nationales d'élaboration et de planification de projets, la promotion et la diffusion des bonnes pratiques et à faire le lien entre les pays et les organismes de financement potentiels. Un soutien a par exemple été apporté au gouvernement de Timor-Leste pour l'élaboration de sa politique de développement rural et l'évaluation d'un projet de relèvement

agricole financé par la Banque mondiale. En 2009, un état des lieux des projets de développement agricole et rural axé sur la gestion de l'eau, les moyens de subsistance, le suivi et l'évaluation des projets a été lancé en Inde et en Asie du Sud. Cette analyse sectorielle sera une importante source d'informations pour les futures opérations d'investissement et les activités de renforcement des capacités.

IV. Résumé des autres activités importantes mises en œuvre dans la région

Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires

Asie-Pacifique

71. Dans le cadre de cette initiative, la FAO a fourni une aide d'urgence directe aux populations agricoles vulnérables de 10 pays d'Asie et de 14 pays océaniques au moyen de projets du PCT. Ces projets permettent de mettre des intrants agricoles à la disposition de certains petits exploitants agricoles afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages par la fourniture directe de denrées alimentaires. En 2009, la FAO a réalisé des programmes financés dans le cadre de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires et au titre de la Facilité alimentaire de l'UE dans les pays suivants: Pakistan (34 millions d'USD), Afghanistan (18,5 millions d'USD), Cambodge (15,4 millions d'USD), Sri Lanka (7,2 millions d'USD), Népal (11,3 millions d'USD), Bangladesh (9,1 millions d'USD) et Philippines (6,1 millions d'USD).

Pacifique

72. Dans le cadre de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, une assistance a été apportée à 14 pays insulaires océaniques membres afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages vulnérables et des petits exploitants touchés par la hausse des prix; à cet effet, des intrants de production et d'agroproduction leur ont été fournis.

Appui aux stratégies pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et aux politiques en faveur des pauvres

Asie

73. Avec la coopération du Ministère chinois de l'agriculture, la FAO a convoqué un forum chargé d'examiner les réformes agricoles et les expériences de la Chine et de certains pays d'Asie en matière de libéralisation des échanges durant les trois dernières décennies, les leçons à en tirer, notamment dans le contexte de la crise alimentaire et financière mondiale. Les délibérations du forum ont eu pour principale conclusion qu'une croissance agricole rapide et soutenue et la réussite concomitante des politiques de développement rural et de lutte contre la pauvreté exigent un climat politique et institutionnel favorable.

74. La FAO a collaboré avec le FIDA dans le cadre d'un projet du Fonds fiduciaire pour renforcer les capacités des organismes publics de huit pays d'Asie en matière d'analyse des politiques en faveur des pauvres, de développement des capacités pour la formulation d'activités visant à réduire la pauvreté rurale et à améliorer la sécurité alimentaire.

75. La FAO a prêté son concours à la formulation de cadres nationaux sur les priorités à moyen terme, en étroite concertation avec les gouvernements concernés en Inde et en Indonésie. La préparation des cadres nationaux sur les priorités à moyen terme a démarré dans les pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Myanmar, Népal et Philippines. Un soutien a été apporté en vue de leur mise en œuvre au Cambodge, au Pakistan, en République démocratique populaire lao et en Thaïlande.

76. La FAO a aidé l'ASACR à préparer le programme et la stratégie de sécurité alimentaire de divers pays d'Asie du Sud. Ces textes ont été approuvés par la quinzième session du Sommet de l'ASACR tenue à Colombo, en août 2008. La Conférence régionale ANASE-FAO sur la sécurité alimentaire a été organisée en mai 2009 à Bangkok (Thaïlande), ce qui a permis d'appuyer l'application du cadre stratégique intégré de l'ANASE pour la sécurité alimentaire.

77. La FAO a également aidé les gouvernements du Sri Lanka et de la Mongolie à élaborer leurs programmes nationaux pour la sécurité alimentaire (PNSA) en vue de leur intégration dans les processus publics de programmation et de budgétisation et de la mobilisation de financements auprès des bailleurs de fonds. Au Cambodge, elle a apporté son concours à la préparation d'un programme de soutien à la sécurité alimentaire, l'un des piliers de la Stratégie 2010-2013 pour l'eau et l'agriculture.

78. Suite à la signature d'un accord stratégique avec le programme FAO de coopération Sud-Sud destiné à appuyer les PNSA, le gouvernement chinois a approuvé la création d'un fonds fiduciaire unilatéral doté d'un budget de 30 millions d'USD afin de promouvoir les accords tripartites de coopération Sud-Sud avec d'autres pays en développement. Une alliance stratégique semblable a également été signée avec l'Indonésie. Outre la Chine, d'autres pays d'Asie, dont le Bangladesh, l'Inde, le Myanmar, le Pakistan et le Viet Nam, ont activement soutenu la coopération Sud-Sud en détachant leurs experts et techniciens dans divers autres pays en développement.

Pacifique

79. Le programme pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans les pays insulaires océaniques a été mis au point pour faire suite au programme régional FAO pour la sécurité alimentaire dans les pays du Pacifique qui avait connu un franc succès. Ce programme de suivi a pour objet de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des pauvres et des populations vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, en favorisant l'accroissement des disponibilités alimentaires, la substitution des importations, le développement des possibilités de commercialisation et le renforcement des institutions.

80. La FAO a organisé les onzième et douzième tables rondes des pays insulaires océaniques sur l'OMC et les accords et dispositifs régionaux sur le commerce à Wellington (Nouvelle-Zélande) en 2008 et 2009. Ces réunions ont pour objet de faire connaître et mieux comprendre les accords et dispositifs multilatéraux, régionaux et bilatéraux sur le commerce dans le domaine de l'agriculture et des pêches, et de doter les pays insulaires du pacifique des capacités nécessaires à la planification et à l'élaboration de politiques informées et appropriées dans le domaine de l'agriculture, des pêches et du commerce.

81. Un guide d'information sur les politiques agricoles a été finalisé afin d'aider les pays insulaires membres du Pacifique à exploiter le corpus de connaissances nationales et internationales existantes et renforcer ainsi le processus d'élaboration des politiques.

82. Des projets de politiques agricoles ont été finalisés aux Îles Cook, aux Îles Salomon et à Vanuatu.

83. Un projet de cadre multinational sur les priorités à moyen terme a été achevé pour les 13 pays insulaires océaniques membres et approuvé à la huitième réunion des Ministres de l'agriculture des pays du Pacifique Sud-Ouest membres de la FAO qui s'est tenue à Nioué en mai 2009. Ce document approuvé constituera dès lors la feuille de route qui guidera les interventions de la FAO dans la région pour la période 2009-2012. Le projet de cadre national sur les priorités à moyen terme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a été achevé.

84. Une évaluation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire a été réalisée aux Îles Marshall et des politiques ont été proposées en vue de la mise en place de mesures de gestion efficaces contre la flambée des prix.

Production et protection des végétaux

Asie-Pacifique

85. À sa quatre-vingt-quatrième session, le Conseil de la FAO a approuvé plusieurs amendements à l'Accord sur la protection des végétaux pour la région Asie-Pacifique pour y intégrer des dispositions relatives aux contributions obligatoires imposées aux gouvernements contractants. Ces amendements sont entrés en vigueur en septembre 2009 après avoir été acceptés par les deux tiers des gouvernements contractants. Conformément aux dispositions de l'Accord, la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique (APPPC) a adopté ses règlements intérieur et financier à sa vingt-sixième session et les a diffusés à ses pays membres après publication. Ces règles devraient renforcer l'APPPC et lui permettre de mieux assurer la protection des végétaux dans la région.

86. Des profils de la protection phytosanitaire dans 20 pays d'Asie et du Pacifique ont été publiés pour contribuer à l'élaboration de meilleures stratégies et politiques de lutte contre les ravageurs et de gestion des pesticides.

87. Deux normes régionales pour les mesures phytosanitaires (NRMP) ont été adoptées, dont celle sur la maladie sud-américaine des feuilles de l'hévéa qui conclut dix ans de travaux préparatoires et de négociations dans la région.

88. Trois cours de formation sur la quarantaine végétale ont été dispensés pour améliorer la capacité des pays membres en matière d'analyse du risque phytosanitaire, d'inspection et de certification.

Asie

89. Les petits exploitants d'Asie ont continué de tirer profit de leur participation aux formations à la gestion intégrée des ravageurs dispensées dans le cadre des écoles pratiques d'agriculture de la FAO, y compris dans les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) au Népal.

90. Les activités se sont poursuivies dans la région pour améliorer la sécurité des semences, notamment par une participation aux travaux du Comité exécutif de l'Association Asie-Pacifique pour les semences (APSA) et les projets du PCT/Fonds fiduciaire exécutés sur cette question en Afghanistan, en Chine, au Myanmar et au Népal.

91. Un atelier régional sur la biosécurité a été organisé par la FAO avec la collaboration du gouvernement thaïlandais, du 30 novembre au 4 décembre 2009, à Bangkok; il faisait suite au projet « Renforcement des capacités sur la biosécurité des cultures génétiquement modifiées en Asie » qui avait été mis en œuvre par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de la FAO de 2002 à 2005. Trente-cinq personnes de 13 pays y ont participé.

Pacifique

92. Une aide a été apportée à Nauru pour viabiliser la production bananière sur les atolls, et un soutien technique a été fourni aux agriculteurs pour la culture de légumes en seaux de plastique.

93. Un programme de lutte contre les rongeurs dans le respect de l'environnement a été lancé aux Tonga et à Tuvalu.

94. Une formation aux procédures et méthodes de quarantaine a été dispensée à l'intention des pays de la région Pacifique pour prévenir l'introduction et la propagation de ravageurs des végétaux et des produits végétaux et promouvoir des mesures de lutte adaptées.

95. Une assistance a été apportée à Palau pour lutter contre l'aleurode des aurantiacées, ainsi qu'à Tuvalu pour la constitution d'une base de données sur les insectes nuisibles.
96. Des plantules de culture tissulaire de bananier ont été introduites à Nauru, et d'autres, ananas et orchidées, ont été expédiées aux Îles Cook.
97. Une assistance a été dispensée à Kiribati pour la culture de bananiers résistants à la maladie et l'identification de sites adaptés à la culture des tubercules en trous de plantation étroits.

Gestion de l'eau et des terres

Asie-Pacifique

98. La FAO a élaboré une version de son système de cartographie des systèmes et services de fonctionnement des canaux (MASSCOTE), appelée MASSIF, afin d'intégrer les ressources halieutiques et aquatiques dans la gestion et l'amélioration des systèmes d'irrigation.
99. Une conférence électronique sur la gestion intégrée des ressources en terres et en eau dans les bassins versants ruraux a été organisée en novembre et décembre 2009 pour aider les pays membres à élaborer des cadres politiques et stratégiques complets visant à promouvoir la gestion intégrée des bassins versants ruraux. Un site web a été créé et un rapport sera publié.

Asie

100. Un atelier a eu lieu à Bangkok en avril 2009 au profit des pays d'Asie du Sud-Est dans le cadre d'un projet d'élaboration d'outils et méthodes d'évaluation de la dégradation des sols; il était organisé dans le cadre du projet actuellement financé et réalisé par le FEM et le PNUE sur l'évaluation de la dégradation des terres arides et visait à renforcer les capacités de mise au point, de planification et d'exécution d'interventions favorisant l'utilisation durable des sols et les pratiques de gestion des sols. Une formation aux outils et méthodes d'évaluation de la dégradation des sols et de gestion durable des sols a été dispensée en Mongolie par l'équipe du projet précité qui est basée en Chine.

Appui pour la réalisation du recensement mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

Asie-Pacifique

101. À sa vingt-deuxième session tenue à Kuching (Malaisie) du 9 au 13 juin 2008, la Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique (APCAS) a fait état d'un guide de référence produit par la FAO et la Banque mondiale en vue du suivi des résultats du développement agricole et rural dans des conditions suboptimales. Une table ronde sur la flambée des prix alimentaires et sur le rôle des statisticiens a été convoquée en cours de session afin d'aider les décideurs à prendre sans tarder des mesures correctives face aux crises des marchés alimentaires.
102. La FAO continue de publier chaque année les *Selected indicators of food and agricultural development in the Asia-Pacific region*, dont la vingt-cinquième édition est parue en 2009. Il s'agit d'un recueil statistique complet et détaillé sur l'agriculture, l'élevage, les pêches, les forêts et la nutrition dans les pays d'Asie et du Pacifique.
103. L'importance de la participation des pays au programme mondial 2010 de recensement agricole de la FAO a été réitérée à l'occasion d'ateliers et de réunions sur cette question. Les pays membres et les partenaires du développement de la région sont de plus en plus nombreux à prendre conscience qu'il est important de réaliser des recensements agricoles périodiques et ils ont sollicité les avis techniques de la FAO à cet effet. Une assistance directe a été apportée aux pays membres dans le cadre des projets.

104. La mise en place d'un forum de discussion électronique pour les pays membres de l'APCAS depuis la fin de 2008 a contribué à améliorer la communication entre les statisticiens des pays de la région chargés de l'élaboration des statistiques agricoles. Ce forum diffuse des informations et des nouvelles sur l'évolution des statistiques agricoles au moyen de ses bulletins d'information réguliers.

105. La FAO a poursuivi la publication de sa lettre d'information électronique mensuelle « Asia Pacific Food Situation Update » lancée à la mi-2008 pour donner une suite rapide à l'introduction de l'initiative sur la flambée des prix alimentaires. Cette lettre d'information permet de suivre l'évolution des marchés alimentaires dans la région et de diffuser des informations sur les prix alimentaires et l'évolution des marchés; tous les intervenants du secteur ont ainsi accès par voie électronique à des données sur les prix, ainsi qu'à d'autres nouvelles et informations commerciales pendant les périodes de volatilité des prix alimentaires.

106. Avec la collaboration du Ministère de la statistique et de l'exécution des programmes, du gouvernement indien et de l'Institut indien de la recherche sur les statistiques agricoles, la FAO a organisé du 23 au 29 mai 2009 à New Delhi (Inde) un atelier régional de formation sur les statistiques de sécurité alimentaire extraites des enquêtes nationales sur les revenus et dépenses des ménages dans les dix pays les plus peuplés d'Asie.

107. Un cadre statistique sur la parité hommes-femmes dans l'agriculture a été élaboré au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam, au titre de l'initiative « Renforcement des capacités nationales pour l'établissement de données ventilées par sexe et en fonction de facteurs sociaux sur l'agriculture et le développement rural » (Partenariat stratégique SIDA-FAO sur le développement rural 2008-2009). Le guide et les supports de formation relatifs au cadre statistique sur la parité hommes-femmes dans l'agriculture ont été testés et finalisés à l'occasion de consultations, d'ateliers de formation et de séminaires sur les politiques.

Jeunesse rurale et éducation en zones rurales

Asie-Pacifique

108. Plusieurs centres d'apprentissage communautaire ont été créés dans différents villages du Nord-Est de la Thaïlande dans le but de promouvoir les initiatives d'éducation menées en milieu communautaire au profit des jeunes ruraux. Les actes de deux ateliers de vulgarisation et d'éducation rurale et agricole, trois études de cas et deux rapports sur l'emploi des jeunes ruraux ont été publiés, tandis que des évaluations nationales ont été réalisées au Cambodge et en Chine à l'appui des activités de renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de développement rural dans les pays d'Asie et du Pacifique. Des activités de plaidoyer ont été organisées par l'entremise du groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur l'éducation pour tous et le Comité directeur de la décennie Éducation pour le développement durable.

Élevage

Asie-Pacifique

109. La Commission de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique a organisé des ateliers et dispensé des formations pratiques en Asie sur la production de caprins, l'identification et la traçabilité animales, l'amélioration de la productivité animale et le diagnostic et la surveillance des maladies.

110. Deux cours de formation ont été organisés et un manuel de formation a été produit sur les applications des systèmes d'information géographique à la gestion de la santé animale.

Asie

111. La FAO a collaboré avec le Fonds commun pour les produits de base en vue de la formulation d'une stratégie de développement des petites laiteries en Asie, y compris les plans d'investissement et de mise en œuvre d'ici 2018. Des ateliers ont été convoqués et des directives pratiques ont été publiées pour les faciliter.

112. Une étude sur le rôle des buffles d'Asie en tant que porteurs de la fièvre aphteuse a été réalisée au Myanmar et en République démocratique populaire lao; les résultats sont en cours d'étude.

113. Au titre d'un projet du fonds fiduciaire, une étude a été réalisée sur les mouvements des grands ruminants et des porcins entre les pays de la sous-région du Grand Mékong. Une formation à la surveillance et aux enquêtes sur les flambées de maladies a été dispensée afin de renforcer les capacités des techniciens de laboratoire et des personnels chargés de la surveillance des maladies animales transfrontières sur le terrain. Les laboratoires de diagnostic ont été équipés pour appuyer la surveillance.